

*Les subsides*

Dans ma région, la situation est pire actuellement qu'elle ne l'était dans les années 70 ou au début des années 80. En février, le taux de chômage atteignait 13,4 p. 100 en Colombie-Britannique, 10,9 p. 100 en Alberta, 7,2 p. 100 en Saskatchewan et 6,7 p. 100 au Manitoba.

Ces chiffres ne disent pas tout. Si vous prenez les taux régionaux, vous verrez que de nombreuses régions de l'Ouest ont un taux de chômage exceptionnellement élevé. Dans la région de Kamloops, en Colombie-Britannique, il atteint 19,1 p. 100. Dans celle de Kimberley-Cranbrook, il est de 17,4 p. 100; à Edmonton et les environs, de 12,8 p. 100; à Vancouver, de 14,2 p. 100; dans le Nord de la Saskatchewan, de plus de 10 p. 100; à Saskatoon, de 10,4 p. 100; à Winnipeg, d'environ 7,8 p. 100; et à Dauphin et dans le Nord du Manitoba, d'environ 9,3 p. 100. Par conséquent, le taux de chômage est extrêmement élevé dans de nombreuses régions de l'Ouest. C'est inacceptable, madame la Présidente.

Quelles sont les conséquences de cette situation pour les Canadiens de l'Ouest? Quelles en sont les conséquences pour les commissions hospitalières, les municipalités et les conseils scolaires? Lorsque je rentre dans ma circonscription, toutes les deux semaines, je n'y trouve qu'inquiétude et désespoir quant à l'économie future de l'ouest du Canada. Je constate que les quatre provinces de l'Ouest sont assaillies par de graves problèmes économiques. Les déficits sont à la hausse. Les gouvernements provinciaux sont obligés d'augmenter les impôts. Dans ma province, la Saskatchewan, les subventions de contrepartie de deux municipalités sont gelées depuis deux ans. Les taxes foncières vont augmenter. Les dépenses relatives aux conseils scolaires et aux hôpitaux seront transmises aux municipalités.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a déposé dernièrement un nouveau budget qui prévoit de fortes augmentations d'impôt pour les habitants de la province. Pour la première fois depuis de nombreuses années, le budget de l'Alberta est fortement déficitaire. Le nouveau budget déposé dans cette province prévoit d'importantes augmentations d'impôt. Les problèmes économiques dus au déficit n'épargnent pas non plus le Manitoba et revêtent d'énormes proportions en Saskatchewan.

Je voudrais parler pendant quelques instants de ma province car c'est celle que je connais le mieux. Je tiens à signaler à la Chambre que je trouve scandaleux que dans une province qui ne compte qu'un million d'habitants, le déficit puisse atteindre cette année 1,2 milliard de dollars. Une province d'un million d'habitants qui connaît un déficit de 1,2 milliard! Selon le tableau que j'ai en main, en 1983, le déficit s'élevait à 227 millions, l'année suivante à 331 millions, en 1985 il est passé à 395 millions, en 1986, à 584 millions et en 1987, le déficit atteindra 1,2 milliard de dollars en Saskatchewan. Pendant les années 40, 50, 60 et 70, le budget de la Saskatchewan a presque toujours été équilibré et excédentaire. Sous les gouvernements de Tommy Douglas, Woodroffe Lloyd, Ross Thatcher et Allan Blakeney, il n'y avait pas de déficit en Saskatchewan. Même si la faute n'en revient pas entièrement à Grant Devine, nous connaissons aujourd'hui un déficit énorme que devront payer les générations à venir.

Je voudrais citer une ou deux phrases tirées d'un article paru dans la section des affaires du *Leader Post*, où il est question de l'énorme déficit de ma province. On y dit que le déficit est trois fois plus important que ne l'a prévu le ministre des Finances dans son dernier budget. Cela prouve la gravité du problème auquel se heurtent les Canadiens de l'Ouest. L'auteur de l'article ajoute que c'est la cinquième fois en cinq ans que le gouvernement progressiste conservateur ne respecte pas ses prévisions en matière de déficit; que cette fois-ci, le déficit a fait un énorme bond en avant. Cet article a paru dans la section des affaires du *Leader Post* de Regina, le vendredi 6 mars.

Tout l'ouest du pays se heurte à de graves problèmes économiques. Je parlerai plus tard de l'économie agricole et du secteur énergétique. Nous connaissons tous ces problèmes, du moins en partie. Ma collègue la députée de Westminster—Coquitlam (M<sup>me</sup> Jewett) parlera cet après-midi de l'exploitation forestière.

Quel est le bilan du gouvernement en ce qui concerne l'Ouest? Dans le dernier budget, les crédits alloués au développement économique régional au Canada sont à nouveau réduits de 3 milliards de dollars. J'ai remarqué ce matin un article de la Presse canadienne paru dans le *Sun* de Toronto, où l'on peut lire: «Le ministre de l'Industrie a laissé entendre que les programmes fédéraux d'aide au développement régional vont subir d'importants changements, y compris des compressions.» Je voudrais que le ministre nous dise à la Chambre aujourd'hui quels sont ses projets en matière de développement régional. Ces rumeurs effraient les Canadiens de l'Ouest qui pâtissent déjà des coupures antérieures et des problèmes économiques mondiaux qui touchent les ressources et l'agriculture, ainsi que des autres problèmes économiques de l'Ouest.

En outre, dans certains secteurs, le gouvernement est insensible à la situation de l'Ouest. Il suffit de rappeler à la Chambre la controverse qu'a suscitée au Manitoba la décision de ne pas octroyer à la ville de Winnipeg le contrat d'entretien des CF-18.

En ce qui concerne l'agriculture, le gouvernement parle du programme d'aide aux céréaliers de un milliard de dollars. Je tiens à rappeler à la Chambre que malgré ce milliard de dollars, nos agriculteurs obtiennent beaucoup moins que leurs homologues américains et européens étant donné que les prix sont subventionnés dans ces pays. Les agriculteurs de l'Ouest du Canada ont besoin d'une aide accrue pour survivre.

• (1210)

Les habitants de l'Ouest ont souvent eu à se plaindre de la façon dont le Canada a évolué. Il y a notamment le fait que l'Ouest est considéré surtout comme une source de matières premières et que celles-ci sont expédiées, la plupart du temps à l'état brut, vers le centre du pays et ailleurs dans le monde. Le réseau de transport a lui aussi nui au développement de l'Ouest. Les habitants de l'Ouest se plaignent de ces problèmes et certains d'autres depuis bien des années, mais il croyaient que le gouvernement élu en septembre 1984 ferait peut-être quelque chose de constructif pour les résoudre.